

Julien ICARD

Université Paris Panthéon-Assas (Paris II)

Laboratoire de droit social

Julien.Icard@assas-universite.fr

FONCTIONS

- Co-directeur du Laboratoire de droit social, depuis 2024
- Co-directeur du Master Protection sociale et Rémunérations, depuis 2021
- Professeur des Universités, Université Paris II Panthéon-Assas, depuis 2020
- Professeur des Universités, Université de Valenciennes et du Hainaut-Cambrésis (devenue Université polytechnique Hauts-de-France), 2013-2020
- Maître de Conférences, Université Paris I Panthéon-Sorbonne, 2012-2013

FORMATION

- Agrégation de droit privé et de sciences criminelles, 2013
- Qualification aux fonctions de Maître de Conférences (Section 01), 2012
- Doctorat en droit privé : Thèse *Analyse économique et droit du travail* sous la direction de Monsieur le Professeur Grégoire Loiseau (Mention très honorable et félicitations du jury), Université Paris I, 2011
- Master 2 Droit patrimonial approfondi, Université Paris I, 2006
- Agrégation d'Economie-Gestion, option A, 2005
- ENS Cachan, département Droit-Economie-Gestion, 2002-2006

ACTIVITES UNIVERSITAIRES

FONCTIONS ADMINISTRATIVES

- Membre élu du Conseil national des Université (Section 01), depuis 2023
- Membre du Conseil des études et de la vie étudiante (CEVE), Université Paris-Panthéon-Assas, depuis 2022
- Co-directeur du Master Protection sociale et Rémunérations, Université Panthéon-Assas, depuis 2021
- Membre du conseil de l'UFR 2^{ème} et 3^{ème} cycles, Université Panthéon-Assas, 2021-2022
- Membre des conseils COFVU et CAC de l'Université de Valenciennes et du Hainaut-Cambrésis, 2016-2019
- Directeur de l'Institut d'Etudes Judiciaires, Université de Valenciennes et du Hainaut-Cambrésis, 2015-2019
- Membre du CA de la Faculté de droit, Université de Valenciennes et du Hainaut-Cambrésis, 2013-2020

FONCTIONS SCIENTIFIQUES

Responsabilité scientifique

- Co-directeur du Laboratoire de droit social, depuis 2024
- Directeur adjoint du Laboratoire de recherche Institut du Développement et de la Prospective, Université de Valenciennes et du Hainaut-Cambrésis, 2015-2019

Direction de thèse & d'HDR

Thèse soutenue

- Agathe Voillemet, L'usage de la donnée médicale. Contribution à un droit des données, Université polytechnique Hauts-de-France, 10 mars 2022 (co-direction : Lina Williatte)
Qualification en Section 01 en 2023

HDR soutenue

- Stéphane Michel, Les contrats d'activité segmentée, Université Polytechnique Hauts-de-France, 10 juillet 2023
Repyramidage en 2024

Thèses en cours

- Paloma Fourn, Les politiques de rémunération variable des salariés, CIFRE, 2022
Soutenance prévue le 27 mars 2026
- Erwane Hadjadj, Le juge face au licenciement, CIFRE, 2021
- Geoffrey Perrier, Le préjudice : essai en droit du travail, 2023
- Olivia Reulier, La parentalité en droit du travail, CIFRE, 2024
- Samuel Vetier, Le contrôle de proportionnalité en droit du travail, 2021
- Nathalia Watelle, Les modes extra-judiciaires de résolution des conflits en droit social. La déjudiciarisation du droit du travail, 2022 (co-direction : Corinne Bléry, UPHF)

Membre de jurys de thèse et d'HDR

- Yoann Nicolas, L'activité transnationale du salarié. Étude des règles de conflit en droit social international et européen (dir. Jean-François Cesaro), Université Paris Panthéon-Assas, 21 oct. 2025 (président)
- Julie Chavarot, L'alerte en droit privé (dir. Jean-François Cesaro), Université Paris Panthéon-Assas, 3 déc. 2024 (président)
- Vincent Schoepfer, L'influence de la réforme du droit des contrats en droit du travail, Université Haute-Alsace, 26 nov. 2024 (rapporteur)
- Charlene Lefort, Le droit social, outil du bien-être au travail (dir. : Emeric Jeansen), Université Paris Panthéon-Assas, 21 oct. 2024 (président)
- Hugo Révillon, Négociation collective et discours économique (dir. : Arnaud Martinon), Université Paris Panthéon-Assas, 9 déc. 2023 (suffragant)
- Sabrina Cheikh, Devoir de vigilance des sociétés mères et donneuses d'ordre (dir. : Arnaud Martinon), Université Paris Panthéon-Assas, 1^{er} déc. 2023 (président)
- Benjamin Dabosville, HDR « Le cadre juridique de l'expression des salariés » (garant : Nicolas Moizard), Université de Strasbourg, 22 sept. 2023 (rapporteur)
- Christophe Migeon, La participation du comité social et économique aux décisions économiques de l'entreprise (dir. A. Martinon), 1^{er} juillet 2023 (président)
- Mathias Moranta, L'autorité de l'accord collectif en droit du travail (dir. Françoise Favennec-Héry), Université Paris Panthéon-Assas, 24 octobre 2022 (suffragant)
- Fanny Gabroy, Essai sur la protection du travailleur numérique par les droits fondamentaux (dir. : Laurence Fin-Langer), Université de Caen Normandie, 8 avril 2022 (rapporteur)

- Enguerran Deprat, Le rôle du comité social et économique en matière de santé et de sécurité des travailleurs (dir. Alexandre Fabre), Université Paris Nanterre, 16 déc. 2021 (rapporteur)
- Martha Verner, Le statut du travailleur détaché (dir. Anaëlle Donnette), Université de Montpellier, 7 déc. 2021 (président)
- Arnaud Lucchini, Le concours entre conventions et accords collectifs de travail (dir. Florence Bergeron et Paul-Henri Antonmattei), Université de Montpellier, 30 nov. 2021 (président)
- Ashley Pacquetet, Les plateformes collaboratives : essai de qualification en droit du travail (dir. Jean-François Cesaro), Université Paris 2, 11 mars 2021 (président)
- Amélie Bonardi, L'appartenance du salarié à l'entreprise, Université Paris 2 (dir. Françoise Favennec-Hery), 11 janvier 2021 (suffragant)
- Armand Jagot-Lacoussiere, Le Droit des sociétés par actions et les salariés (dir. Benoît Lecourt), Université Cergy, 3 déc. 2018 (rapporteur)
- Raphaël Dalmasso, HDR « Droit du travail et restructurations » (garant : Patrice Adam), Université de Lorraine, 23 nov. 2018 (rapporteur)
- Laury Le Sagère, Du régime de l'auto-entrepreneur vers un droit de l'auto-entrepreneuriat (dir. Florence Canut), Université de Montpellier, 13 décembre 2016, (rapporteur)
- Walter Gautier, La rémunération du travail salarié (dir. Gilles Auzero), 7 novembre 2016, Université de Bordeaux (rapporteur)
- Camille Lefer, Les droits potestatifs dans le contrat de travail (dir. Jean-Michel Olivier), 1er juillet 2016, Université Panthéon-Assas (rapporteur)
- Nadia Gssime, La mobilité géographique du salarié (dir. Grégoire Loiseau), 10 novembre 2015, Université Panthéon-Sorbonne (rapporteur)
- Mounir Hedda, La réception des groupes de sociétés par le droit du travail (dir. Grégoire Loiseau), 8 juillet 2014, Université Panthéon-Sorbonne (rapporteur)

ACTIVITES D'ENSEIGNEMENT

ENSEIGNEMENTS ACTUELS

L3 Droit : Droit des relations collectives de travail
M1 Droit social : Droit de la négociation collective
M2 Droit et pratique du droit du travail : séminaires divers
M2 Protection sociale et Rémunérations : séminaires divers
M2 Droit social général : Droit social international et européen
M2 Droit social général : Droit du travail approfondi
M2 Techniques de restructuration des entreprises en difficultés : Droit social des restructurations
M2 GRH parcours GRH et relations du travail : Droit social international
M2 Droit des affaires parcours droit social : Droit de la représentation du personnel
M2 Droit social et relations de travail : séminaires divers
DU Dialogue social : séminaires de négociation collective

ENSEIGNEMENTS PASSES

M1 Droit social : Droit social international et européen
M1 Droit social : Droit syndical et droit de la représentation élue du personnel
IEJ : Droit social

ACTIVITES SCIENTIFIQUES

ORGANISATION DE SEMINAIRES DOCTORAUX

- Animation de séminaires doctoraux mensuels (actualité ou thématique) pour les doctorants du Laboratoire de droit social (Université Paris 2) depuis septembre 2020
- Animation d'ateliers doctoraux mensuels (présentation de travaux doctoraux par les doctorants) pour les doctorants du Laboratoire de droit social (Université Paris 2) depuis septembre 2020

ORGANISATION DE COLLOQUES, CONFÉRENCES, JOURNÉES D'ÉTUDE

- Organisation d'un séminaire « Action de groupe », AFDT, 26 mars 2026
- Co-organisation (avec l'IRJS de l'université Panthéon-Sorbonne et la Cour de cassation) des 1^{ères} Rencontres de la protection sociale, 1^{er} déc. 2025, Cour de cassation
- Organisation d'un séminaire « Les 50 ans de l'arrêt Jacques Vabre dans le contentieux social », AFDT, 20 nov. 2025
- Organisation du colloque La responsabilité sociétale de l'entreprise en droit social, Laboratoire de droit social, 11 avril 2025 (publication au JCP S)
- Co-organisation (avec les universités de Montpellier et de Panthéon-Sorbonne) du colloque Questions sensibles de droit du travail, 4 octobre 2024, Cour de cassation (publication à Droit social)
- Co-organisation (avec le professeur France Drummond) d'un séminaire commun au Laboratoire de droit social et à l'Institut de recherche de droits des affaires Regards croisés sur la Loi du 21 mars 2022 visant à améliorer la protection des lanceurs d'alerte (publication au JCP S).
- Co-organisation (avec Stéphane Michel, UPHF) d'une journée d'études sur les 50 ans de la loi relative à la formation professionnelle, 18 novembre 2021 à l'Université polytechnique Hauts-de-France (publication à LexBase Social).

DIRECTION DE RECHERCHES COLLECTIVES

- Coordination d'un dossier relatif au renouveau de l'action de groupe en droit social publié au numéro de décembre 2025 de la revue *Droit social*
- Coordination (avec A. Martinon) d'un dossier relatif à la partie « congés payés » de la loi du 22 avril 2024, publié au numéro de juillet 2024 de la revue *Droit social*
- Coordination (avec F. Drummond) d'un dossier relatif à la loi visant à améliorer la protection des lanceurs d'alerte, publié dans le numéro 24 du 16 juin 2022 de la revue *JCP E*

OUVRAGES COLLECTIFS

- "Circulation et détachement des travailleurs dans l'espace de l'Union européenne", "Le statut protecteur" et "Les conflits collectifs" in A. Fabre, F. Rosa et J. Icard, *Cours de droit social*, 7^{ème} éd., coll. CRFPA, éd. IEJ Jean Domat, 2025.
- "L'application de la Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne en droit du travail" in R. Tinière et Cl. Vial (dir.), *Les dix ans de la Charte des droits fondamentaux de l'UE. Bilan et perspective*, Bruylant, 2020, p.103-122.
- "Le préjudice nécessaire en droit du travail" in A. Mazouz, E. Gardounis, A. Dumery, *Les évolutions contemporaines du préjudice*, L'Harmattan, coll. Droit, Société et Risque, 2019, p. 227-247.
- "Le non-renvoi des QPC en droit du travail" in N. Droin et A. Fautré-Robin (dir.), *Le non-renvoi des questions prioritaires de constitutionnalité : Unité ou diversité des pratiques de la Cour de cassation et du Conseil d'Etat*, Institut universitaire Varenne-LGDJ, Collection « Colloques et essais », 2018, p. 115-134
- "Alerte éthique dans la relation de travail" in M. Disant et D. Pollet-Panoussis (dir.), *Les lanceurs d'alerte*, LGDJ, 2017, p. 153-176

RAPPORTS

Participation à l'élaboration et la rédaction du rapport de l'IRDA sur les dispositifs de prévention des risques extra-financiers des grandes sociétés, sous la direction du professeur France Drummond, 2023

ARTICLES

- "Le renouveau incertain du domaine travailliste de l'action de groupe", *Dr. soc.* 2025, 986
- "Comportement du salarié. Sortir des méandres", *Dr. soc.* 2025, 240
- "Comportement du salarié. Le mot, la chose", *Dr. soc.* 2025, 225
- "L'action en nullité d'un accord collectif. Réflexions sur une non-théorie travailliste", *RDC* 2025/01, p. 89
- "Une doctrine économique de la chambre sociale de la Cour de cassation ?", *RFDA* 2024, 638 (avec P.-H. Antonmattei)
- "Forclusion et prescription : droit d'agir et étendue de la créance en matière de congés payés", *Dr. soc.* 2024, 602
- "Quelle concurrence européenne pour la loi en droit du travail ?", *JCP S* 2024, 1171
- "Autopsie prédictive du contentieux de la présomption de démission", *SSL* n°2076, 22 janvier 2024, p. 7 (avec M. Latrace)
- "La prescription dépend de la nature de la créance objet de la demande", *SSL* n°2052, 26 juin 2023, p. 41
- "Contrat de travail international et pluralité de représentations", *Dr. soc.* 2023, 484
- "Bilan et perspectives des alternatives au licenciement pour motif économique », *JCP S* 2023, 1121 (avec Y. Tarasewicz)
- "A propos de la privatisation du droit du travail", *RDLA* 2022, 58.
- "Le niveau de consultation du comité social et économique", *Dr. soc.* 2022, 539
- "Avant-propos" au dossier relatif à la loi visant à améliorer la protection des lanceurs d'alerte, *JCP E* 2022, 1213
- "L'entreprise en droit social : propositions et évolutions", *JCP S* 2022, 1108 (avec G. Duchange)
- "Pour un retour au droit commun de la prescription en droit du travail" in Controverse : « Faut-il simplifier la prescription en droit du travail ? », *RDT* 2021, p. 556
- "OPA. Le droit commun de la consultation au secours des CSE", *RD bancaire et fin.* 2021, n°5, doss. 24.
- "Le contrôle du CSE et les crises", *JCP S* 2021, 1155 (avec M.-C. Pottecher)
- "Loi applicable à un contrat de travail international et notion de dispositions impératives", *JCP S* 2021, 1019
- "Le forfait mobilités durables", *JCP S* 2021, 1104 (avec E. Jeansen)
- "Le licenciement pour motif économique et la crise sanitaire", *Dr. soc.* 2020, 602
- "Le transfert individuel du contrat de travail", *JSL*, n°500, 19 juin 2020
- "Le reflux désordonné du préjudice nécessaire. Brefs propos sur la sanctuarisation circonscrite d'une présomption de préjudice", *RDC* 2019/4, p. 98
- "La conventionnalisation des règles relatives aux contrats précaires", *Bull. Joll. Trav.* déc. 2019, p. 55
- "Le revenu universel, une alternative au contrat de travail ?", *Dr. ouv.* sept. 2019, n°854, p. 605 (avec Cl. Magord)
- "La prescription en droit du travail. Étude d'actualité des relations individuelles de travail ", *RJS* 5/2019, p. 331-344.
- "Le détachement des travailleurs, symbole des débats sur l'avenir de l'Union européenne", *D.* 2019, 546
- "La mise en jeu de la responsabilité civile dans le contexte d'une requalification d'une relation de travail temporaire", *RDC* 2018/4, p. 606.
- "La nouvelle temporalité du détachement", *Bull. Jol. Trav.*, nov. 2018, p. 211
- " De la requalification-sanction du contrat à durée déterminée ", *BICC* n°887, 15 sept. 2018, p. 32
- "L'incidence d'un transfert d'entreprise sur le comité social et économique", *Bull. Jol. Trav.*, sept. 2018, p.75
- "La pré-justification de certains licenciements à l'épreuve des normes supra-légales", *Dr. ouv.*, juillet 2018, n°840, p. 427
- "Négociation collective et petite entreprise", *Cah. soc.*, juillet 2018, p. 363
- "Les contours de la pré-justification conventionnelle du motif de licenciement", *Cah. soc.*, déc.2017, p. 598
- "Le maintien judiciaire du contrat précaire au-delà du terme convenu", *RJS* 7/2017, p. 515
- "L'alerte individuelle en droit du travail", *Dr. soc.* 2017, 545
- "Penser la mobilité juridique du salarié. Etude du transfert individuel du contrat de travail", *RDC* 2017/2, p. 327
- "La négociation collective d'entreprise après la loi Travail", *RJS* 05/2017, p. 362
- "Le juge et les modes conventionnels de règlement des litiges", *Dr. soc.* 2017, 33
- "Clauses de contentieux international du travail", *Cah. soc.* 2016, novembre, n°290, p. 576
- "Une lecture économique du projet de loi Travail", *JCP G* 2016, 455

- "L'incidence de la jurisprudence *Air France* dans le contentieux du harcèlement moral", *Cab. soc.* 2016, avril, n°284, p. 214
- "La notion de détachement après la directive 2014/67/UE", *RMCUE* 2016, 81
- "La réforme de la rupture du contrat de travail" (loi Macron), *Cab. soc.* 2015, octobre, n°278, p. 544
- "L'apostasie républicaine feutrée de la chambre sociale", *JCP G* 2015, 492
- "Requalification-sanction et prescription", *Cab. soc.* 2015, avril, n°273, p. 242
- "Propos hétérodoxes sur l'indemnité de licenciement", *JCP S* 2014, act. 393
- "Logique et surprises du cycle électoral", *Dr. soc.* 2014, 648.
- "Economie de la loi de sécurisation de l'emploi", *Cab. soc.* 2013, juillet, n°254, p. 280
- "Budgets du comité d'entreprise : le comptable et le légal", *Cab. soc.* 2013, avril, n°252, p. 186

NOTES DE JURISPRUDENCE

- Participation à une chronique semestrielle (droit du travail) pour la revue *JCP G* depuis janvier 2025
- Chroniques semestrielles (droit social des transferts d'entreprise) pour la revue *Lexbase Social* depuis janvier 2020
- Chroniques trimestrielles (contrat de travail) pour la *Revue des contrats* depuis avril 2016
- Chroniques mensuelles (contrat de travail) pour la revue des *Cahiers sociaux* (avril 2013-août 2018) et pour le *Bulletin Joly Travail* de septembre 2018 à avril 2022
- "Et si en plus il n'y a personne...", *JCP S* 2025, 1319 (avec F. Pinatel)
- "Pas de QPC sur les congés payés !", *RDC* 2025/3, p. 119
- "Demande principale et demandes subséquentes : quelle(s) prescription(s) en cas de requalification d'un contrat précaire ?", *RDC* 2024/4, p. 55
- "Irrégularité d'un accord collectif : quelle(s) temporalité(s) pour une jurisprudence nouvelle ?", *RDC* 2024/3, p. 76
- "L'accord collectif relatif aux établissements distincts suit le régime commun de la dénonciation", *BJT* oct. 2023, p. 24
- "Délit de recours au travail dissimulé : l'automatisme du certificat A1", *JCP S* 2023, 1129 (avec M. Verner)
- "Le formalisme de la convention tripartite de transfert", *RDC* 2023/1, p. 126
- "Le périple du temps de travail des salariés itinérants", *Gaz. Pal.* 7 févr. 2023, p. 20
- "Prescription et action à l'encontre d'une société tierce", *BJE* janvier 2023, p. 46
- "Le point de départ de la prescription de l'action portant sur des créances salariales", *RDC* 2022/4, p. 63
- "Le régime embryonnaire de la convention tripartite de transfert", *RDC* 2022/2, p. 120
- "Désaveu du CEDS : un coup d'épée dans l'eau ?", *SSL* n°2006, 27 juin 2022
- "Barème : une fin de saga bâclée", *SSL* n°2000, 16 mai 2022
- "Exiger l'exécution de la prestation de travail est-il discriminer ?", *Dr. soc.* 2022, 397 (avec N. Anciaux)
- "L'effet d'une grève externe en droit du transport aérien", *JCP S* 2021, 1302 (avec L. Sigouirt)
- "Le dédale de la non-discrimination religieuse", *D.* 2021, 1749 (avec N. Anciaux)
- "Prescription et droit du travail : le grand remue-méninges de la Chambre sociale", *SSL* n°1963, 19 juillet 2021
- "Le régime sibyllin de la prescription applicable à la discrimination continue", *SSL* n°1958, 14 juin 2021
- "La clause de non-concurrence éteinte par la clause de renonciation générale insérée dans l'acte transactionnel", *RDC* 2021/2, p. 109
- "Certificat de détachement et droit du travail : le mécano de la chambre sociale", *JCP S* 2021, 1140
- "Le juge pénal face au certificat de détachement", *AJ pénal* 2021, p. 202
- "Les effets du retrait d'un certificat de détachement pour l'entreprise utilisatrice de salariés détachés", *JCP S* 2020, 3118
- "L'ambiguïté du régime social des indemnités versées dans une transaction conclue post-rupture conventionnelle homologuée", *JCP S* 2020, 3110
- "Le travail tient le sociétaire en l'état", *BJT* déc. 2020, p. 30.
- "Portée du certificat de détachement : hors sécurité sociale, le juge national n'est pas lié!", *D.* 2020, 1523
- "La prescription applicable à la requalification-sanction pour irrégularité du motif de recours ou de la succession de CDD", *SSL* n°1897, 2 mars 2020, p. 8
- "Avis relatifs au barème Macron : la stratégie du flou", *SSL* n°1871, 26 août 2019
- "L'extension de la théorie cycle électoral aux élections complémentaires consécutives à un transfert d'entreprise", *Lexbase éd. Social*, n°792, 25 juillet 2019.

- "La portée des clauses de renonciation insérées dans une transaction post-rupture du contrat de travail", *Lexbase éd. Social*, n°781, 25 avril 2019
- "L'incidence du transfert sans maintien de l'autonomie de l'entité sur le sort du patrimoine du comité dissous", *Lexbase éd. Social*, n°776, 21 mars 2019
- "Le barème d'indemnisation face au droit international : la promesse de l'Aube", *Bull. Joly Trav.* janv. 2019, p. 9
- "L'articulation loi et convention collective en matière d'« inventions » de salariés", *D.* 2018, p. 1523 (avec S. Dormont)
- "La protection juridique du salarié : de la catégorie travailliste aux critères civilistes", *RDC* 2017/4, p. 668
- "Le manquement du salarié à son obligation de sécurité ne réduit pas son droit à réparation", *RDC* 2016/3, p. 508
- "Que reste-t-il de la référence au compte 641 ?", *JCP S* 2016, 1315
- "Le clair-obscur de l'obligation de sécurité en matière de harcèlement", *D.* 2016, 1681 (avec Y. Pagnerre)
- "Pas de transfert d'entreprise en cas de scission d'activités", *JCP S* 2016, 1142
- "Les accords donnant-perdant", *Cab. soc.* 2016, février, n°282, p. 89
- "L'action en justice en vue de la réunion du CHSCT", *JCP S* 2016, 1028.
- "Compte 641 - De l'inconstance, et de quelques autres défauts jurisprudentiels", *Cab. soc.* 2015, septembre, n°277, p. 440
- "L'extension de la représentation des salariés transférés au sein de l'entreprise d'accueil", *Dr. soc.* 2015, 624
- "Les accords de prorogation ou de réduction des mandats électifs : de l'unanimité à la majorité", *JCP S* 2015, 1085
- "La résistance en demi-teinte des juges du fond au compte 641 "remanié" ", *Cab. soc.* 2014, déc., n°269, p. 697
- "Baby-Loup : L'entreprise et l'expression des convictions religieuses", *Cab. soc.* 2014, juillet/août, n°265, p. 397
- "Les soubresauts du compte 641", *Cab. soc.* 2014, juin, n°264, p. 365
- "De l'impuissance du droit social européen. A propos des règles de calcul des effectifs", *Dr. soc.* 2014, 408.
- "Travail de nuit, travail du dimanche : l'organisation du temps de travail au prisme de l'affaire Séphora", *Dr. ouv.* 2014, n°787, p. 139
- "Validité d'un pacte intergénérationnel stipulé dans les statuts d'un syndicat professionnel", *Cab. soc.* 2014, janv., n°259, p. 17
- "Communication syndicale par voie électronique : question de constitutionnalité", *JCP S* 2013, 1457
- "Modification du contrat de travail par accord collectif : les suites individuelles de l'affaire Sogerma", *Cab. soc.* 2013, avril, n°251, p. 113
- "Le transfert d'entreprise à l'épreuve de l'égalité de traitement", *RDT* 2012, 294
- "La diffusion d'informations syndicales par voie électronique", *JCP S* 2012, 1155
- "De la nullité à l'inopposabilité des clauses compromissaires stipulées dans un contrat de travail interne", *Cab. soc.* 2012, n°238, p. 35

EDITOS / TRIBUNES

- "Mais où sont les juristes ?", *D.* 2025, 1737 (avec F. Pinatel)
- "Les dix ans de l'(in)égalité conventionnelle", *Dr. soc.* 2025, 289
- "Qui dit transactionnel dit juste ?", *Dr. soc.* 2025, 3
- "Une juridiction sociale unifiée : du rêve (théorique) à la réalité (pratique)", *D.* 2024, 2161
- "Le retour des inepties sociales", *Dr. soc.* 2024, 297
- "Discrimination et tests statistiques, de sérieuses questions juridiques", *D.* 2024, 266
- "Doit-on dissoudre certains syndicats...de police ?", *D.* 2023, 1457
- "C'est dans les vieux pots qu'on fait les soupes avariées !", *Dr. soc.* 2023, 657
- "Lanceur d'alerte, un salarié sur-protégé ?", *Dr. soc.* 2023, 377
- "Discrimination : causalité ou corrélation ?", *D.* 2023, 457

ARTICLES DE PRESSE

- 3 questions à Julien Icard sur l'amendement relatif aux congés payés, *Le Club des juristes*, entretien mis en ligne le 26 mars 2024
- Entretien sur l'arrêt de la CA de Grenoble du 16 mars 2023 sur le barème, *LSQ*, 21 mars 2023, n°18760
- Entretien sur les arrêts du 11 mai 2022 relatifs au barème Macron, *UNSA Mag*, n°226, juillet-août 2022, p. 17
- "La condamnation européenne du macronisme social", *Le Monde*, 17 juin 2022
- "Comment se profilent les arrêts du 11 mai sur le barème ? Compte-rendu de l'audience du 31 mars", *SSL* n°1995, 11 avril 2022
- "Les certificats E101/A1 ne protègent plus contre les sanctions pénales", *LSQ*, 26 janv. 2021
- "Et la Cour de cassation conforta le barème Macron", *Le Monde*, 19 juillet 2019
- "La logique juridique n'est pas absente des jugements prud'homaux sur le barème", *SSL* n°1846, 24 janv. 2019
- "Cadres et non-cadres dans une situation nécessairement différente au regard des contreparties directes du travail" (interview de F. Champeaux), *SSL* n°1832, 15 octobre 2018
- "3 questions à Julien Icard sur : " Travail détaché : quels sont les changements apportés par la révision de la directive de 1996 ?", *Le Club des juristes*, entretien mis en ligne le 6 juin 2018.
- "L'affaire Whirpool : la Cour de cassation viole l'esprit du donnant-donnant", *Le Monde*, 20 mars 2017

INTERVENTIONS ACADEMIQUES

- Intervention « L'indépendance des rapports et le respect du contradictoire » (avec S. Tuffreau et B. Servant) aux Premières Rencontres de la Protection sociale « L'indemnisation du risque professionnel », Cour de cassation, 1^{er} déc. 2025
- Intervention « Les prescriptions, un frein à l'action ? », au Colloque « Le contentieux du travail : nouvelles perspectives » (dir. Y. Ferkane), ULCO, 28 nov. 2025
- Intervention « Le comportement du salarié » (avec A. Donnette et P. Barincou) au Colloque « Questions sensibles de droit du travail », 5^{ème} éd., Cour de cassation, 4 oct. 2024
- Intervention « The French Saga of annual paid leave », in *New Employment relations : untying the Knot(s)*, Seminar of the Western Europe Association of the International Society for Social Law et l'International Congress of Labour Law, Université de Lisbonne, 11 avril 2024
- Intervention « La loi en droit du travail. La concurrence du droit de l'union européenne » (avec S. Laulom), au Colloque « Que reste-t-il de la loi en droit du travail ? » (dir. J-F. Cesaro et A. Martinon), Univ. Paris Panthéon-Assas, 5 avril 2024
- Intervention « La doctrine sociale de la chambre sociale » (en binôme avec Paul-Henri Antonmattei), au Colloque « Une "doctrine économique" des juges français ? » (dir. M. Ubaud-Bergeron et F. Blanc), Univ. Paris Panthéon-Assas, 23 nov. 2023
- Intervention « La présomption de démission », AFDT Grand-Est, Nancy, 21 sept. 2023
- Intervention « Bilan et perspectives des alternatives au licenciement pour motif économique » (avec Y. Tarasewicz) au Colloque « Le licenciement pour motif économique - 10 ans après la loi sur la sécurisation de l'emploi » (dir. J-F. Cesaro et A. Martinon), Université Paris Panthéon-Assas, 31 mars 2023.
- Intervention sur « les enquêtes » au Colloque d'AvoSial sur « La preuve en droit du travail », Maison du Barreau, 9 décembre 2022
- Intervention « Périmètres du CSE et actualités et perspectives dans le contexte du renouvellement », Institut du travail de Strasbourg et Dreets Grand-Est, 7 décembre 2022
- Intervention « Contrat de travail international et pluralité des représentations » au Colloque « Contrat de travail international et pluralités » (dir. A. Donnette), Univ. Montpellier, 4 novembre 2022.
- Intervention « Le délai de prescription dépend de la nature de la créance, objet de la demande », au Colloque « Les prescriptions en droit du travail » (dir. D. Baugard), Université Paris 8, 20 oct. 2022
- Intervention « Application et potentialités de la Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne en droit du travail » à la Journée d'études « Le juge français et la Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne », ENM & CRJ de Grenoble Université (dir. R. Tinière), 3 juin 2022
- Intervention « L'entreprise en droit social » (avec G. Duchange) au Colloque du Laboratoire de droit social (dir. J.-F. Cesaro et A. Martinon), Université Paris 2, 1^{er} avril 2022

- Intervention à la table ronde « Prospective : les "salariés" et les "travailleurs" dans les textes français et communautaires » au colloque AvoSial « Vers un code des travailleurs ? », 6 décembre 2021.
- Intervention « La prescription en droit du travail », AFD'T, 21 sept. 2021
- Intervention « La consultation du CSE, moyen de défense anti-OPA ? » lors du colloque AMDBF sur le thème : « Le droit des OPA en ébullition après les affaires Véolia/Suez et Scor/Covéa », Université Paris 2, 26 mai 2021.
- Intervention « Les crises et le CSE » (avec M.-C. Pottecher) au Colloque du Laboratoire de droit social (dir. J.-F. Cesaro et A. Martinon), Université Paris 2, 2 avril 2021.
- Intervention « Les points de convergence et de divergence avec la situation française » lors de la Conférence « Le plafonnement de l'indemnisation du licenciement injustifié : l'expérience italienne » (dir. L. Gamet), Société de législation comparée, 3 déc. 2020.
- Intervention « Les nouveaux modes de rupture pré-justifiés », lors de la Journée d'études « La rupture du contrat de travail, une technique évolutive d'études » (dir. D. Pallantza), Université d'Artois, 22 oct. 2020.
- Intervention « Le licenciement pour motif économique et la crise sanitaire » lors du colloque virtuel « Droit social & Covid-19 » (dir. P. Adam, R. Dalmasso, Y. Leroy, K. Meiffret et T. Kahn), Université de Lorraine, 16 avril 2020.
- Rapport de synthèse lors du Colloque « Le consentement du salarié après dix ans de réformes du droit du travail » (dir. V. Bonin, J.-P. Lhernould et S. Mayoux), Université de Poitiers, 11 oct. 2019
- Intervention « La conventionnalisation des règles relatives aux contrats "précaires" » lors du Colloque La conventionnalisation du droit du travail (dir. G. François), Université Clermont-Auvergne, 4 oct. 2019.
- Intervention lors de la table-ronde sur « Le barème Macron à l'épreuve des normes supra-nationales. A propos de quelques jugements prud'homaux. », AFD'T Grand-Est, le 19 mars 2019
- Conférence « Le barème Macron à l'épreuve des juges prud'homaux », Université Lille, 14 mars 2019.
- Intervention « Le revenu universel, une alternative au contrat de travail ? » (avec Cl. Magord) dans le Colloque « Permanence et transformations du contrat de travail », Université Bordeaux, 8 mars 2019.
- Intervention « Le préjudice "nécessaire" en droit du travail » lors du Colloque « Les évolutions contemporaines du préjudice », Cour de cassation, 1^{er} février 2019.
- Intervention « Les transferts d'entreprise et le CSE » lors de la Journée d'études « Les institutions représentatives du personnel après les ordonnances Macron » (dir. J.-P. Tricoit), Université Lille, 14 déc. 2018
- Intervention « La négociation collective et la petite entreprise » lors du Colloque « Droit du travail et petite entreprise », Université de Montpellier, 8 juin 2018.

ACTIVITES SCIENTIFIQUES EXTRA-UNIVERSITAIRES

- Membre du CA et du bureau de l'Association française du droit du travail, depuis mai 2025
- Membre du groupe d'experts sur les effets économiques et sociaux d'une extension des accords de branche (C. trav., L. 2261-27-1), depuis mars 2022
- Membre du jury du prix de thèse Avosial, depuis 2022
- Membre du jury du prix de thèse Voltaire-Liaisons Sociales, depuis 2020